De Bandung à Bagdad, de la décolonisation à la guerre des civilisations, du non alignement à l'alter-mondialisme

dimanche 12 août 2018, par DREANO Bernard (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2005).

Bagdad, en février 1955 : l'Irak, Etat alors client des Britanniques, et la Turquie, alliée des Américains, ont signé un Pacte bientôt élargi à l'Iran (où la CIA avait fait tomber le progressiste Mossadegh), au Pakistan, et à ses architectes, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

C'est un maillon d'une chaîne d'alliances sous direction américaine, de l'Atlantique au Pacifique, contre le « camp socialiste », l'URSS, la Chine et leurs vassaux. La logique est alors celle du « qui n'est pas avec nous est contre nous » que G. W. Bush a récemment réactualisée. La guerre froide battait son plein. Mais la décolonisation était aussi un des moteurs de l'histoire.

Bandung, 18-25 avril 1955 : la conférence « afro-asiatique, dans cette ville javanaise, a été convoquée par l'Indonésie, la Birmanie, Ceylan
(Sri Lanka), l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan. Elle va rassembler des délégations de 29 Etats et apparaître comme une réponse au « pacte de Bagdad » sur deux fronts.

D'une part, l'affirmation des principes du non alignement (indépendance, non ingérence, développement). Comme l'a dit alors Jawaharlal Nehru « nous n'acceptons pas les leçons du communisme, nous n'acceptons pas les leçons de l'anticommunisme (...), Il est intolérable de penser que les grands pays d'Asie ou d'Afrique auraient brisé leurs entraves et accédé à la liberté seulement pour se dégrader et s'humilier de cette manière (en se soumettant à l'un des blocs) ». Nehru qui répondait aux Etats pro-occidentaux présents (principalement la Turquie et le Pakistan, membres du pacte de Bagdad), adressait aussi un message à la Chine, également présente et qui n'a pas encore rompu avec Moscou. Il proposait le non alignement comme une contribution à la paix du monde.

D'autre part, le soutien aux peuples qui ne sont pas encore libérés du colonialisme. Les autorités françaises se sont senties visées et la presse parisienne a stigmatisé les « affreux-asiatiques ». Un an plus tôt l'armée coloniale française était défaite à Dien Bien Phu, six mois plus tôt commençait l'insurrection algérienne. Au sein des élites françaises, les modernes, tel Pierre Mendes-France ou François Mauriac, qui savaient la décolonisation non seulement inéluctable mais imminente, avaient en face d'eux les attentistes, partisans d'une évolution très lente, comme François Mitterrand, et les durs du colonialisme : moins des nostalgiques de Vichy que d'anciens résistants, des socialistes (Guy Mollet, Robert Lacoste...), des gaullistes (Michel Debré, Jacques Soustelle...), des démocrates chrétiens (Georges Bidault...). Et les
Britanniques et les Français alliés aux Israéliens allaient attaquer l'Egypte, en comparant Nasser à Hitler (octobre 1956) ! L'élite militaire française, désarçonnée par son échec indochinois, croyait mener en Algérie une bataille anticommuniste. Les socialistes français, quant à eux, menaient une bataille « l'arabisme », voire « l'afro-asiatisme », comme une nouvelle croisade contre de nouveau barbares.

L'Occident hésitait encore entre nouvel impérialisme (les Etats Unis) et vieux colonialisme (la

France), conduisant Nehru et Nasser à se rapprocher de l'URSS, mais sans jamais s'y subordonner, et à créer à Belgrade en septembre 1961, avec d'autres, en particulier le yougoslave Tito, le Mouvement des non alignés. Les pays non alignés vont représenter un équilibre multipolaire du monde dans lequel les deux mondes du Nord devraient tenir compte de ce qu'Alfred Sauvy a nommé à l'époque le Tiers-monde. Ce groupement d'Etat va s'exprimer ensuite à l'ONU sous la forme du « groupe des 77 » et jouer un rôle très important tant au moment de la crise pétrolière de 1973 (sommet d'Alger) que dans son soutien aux mouvements de libération des derniers territoires colonisés ou dans la lutte contre l'apartheid. Puis il va décliner jusqu'à ne plus représenter qu'un cadre symbolique (regroupant tout de même 131 Etats).

Un « modèle d'indépendance » a été plus ou moins prôné par ces pays et les leaders les plus emblématiques, N'Kruma au Ghana, Nyerere en Tanzanie, Soekarno en Indonésie, Ben Bella en Algérie, Nasser et Nehru etc.. On y a souvent évoqué le socialisme, mais un socialisme généralement non révolutionnaire, une idéologie nationale mobilisatrice pour le développement. D'autres ont voulu aller plus loin au nom de la « révolution coloniale » dont les bolchevicks avaient déjà parlé dès 1920 à Bakou. Cette idée avait pris une consistance considérable avec la révolution chinoise. L'un de ses dirigeants, Zhou En Lai, était bien à Bandung pour dire, à un siècle de distance, que Chinois complétaient le slogan de Karl Marx en ajoutant aux « prolétaires unissez vous » les « peuples et nations opprimées ». Mais l'évolution de la République populaire de Chine vers une *real-politik* de grande puissance, dès le début des années 70, va affadir l'éclat du soleil rouge maoïste. Ce sont plutôt les idées de l'antillais Frantz Fanon et la geste de Che Guevara qui vont faire vivre, dans l'imaginaire des militants déçus par les indépendances, l'idée de la « Révolution » et c'est Cuba qui va tenter de mettre en place une organisation internationale « Tricontinentale » de solidarité des peuples d'Afrique d'Asie et d'Amérique Latine (OSPAAL) et incarner (contre la Yougoslavie et l'Inde) l'aile radicale du non alignement, forgée initialement dans le soutien au « Viet Nam héroïque ». Mais au prix d'une alliance totale avec Moscou.

Tout cela va échouer. Du fait de l'adoption du modèle soviétique et surtout devant une réaction qui prend parfois des formes particulièrement brutales, en Indonésie, au Congo, au Soudan, au Cameroun, et dans les pays d'Amérique Latine. Cette réaction ne se traduit pas par une recolonisation mais par l'instauration de dictatures, plus ou moins nationales (disposant de plus ou moins de bases sociales locales). Face à ces dictatures pro-occidentales l'URSS accorde son soutien à ses propres dictatures clientes. Quelques dictateurs effectivement indépendants construisent une position d'équilibre en donnant des gages aux deux camps. Saddam Hussein est le parfait exemple de ce dictateur doublement aligné qui attaquera la Révolution islamique iranienne coupable d'être, elle, doublement non alignée.

Il n'y a pas que le problème des dictatures (auxquelles échappent certains pays). Il y a celui du modèle de développement. La « déconnexion », le « développement autocentré » fondé sur des « industries industrialisantes », ne peuvent fonctionner que dans des espaces continentaux, et encore. Les petits pays ne peuvent se développer en autarcie. Et les réalisations s'avèrent écologiquement et socialement peu soutenables !… Les effets des chocs pétroliers de 1973 et 1979 provoquent des logiques de fuite en avant des Etats qui s'endettent auprès des institutions internationales publiques et privées et se retrouvent plus que jamais dépendants. L'heure n'est plus, dans les années 80, à l'indépendance économique mais à l'ajustement structurel, elle n'est plus aux soulèvements révolutionnaires mais aux émeutes de la faim. Le Tiers Monde, expression politique pour le rééquilibrage de la planète cesse d'exister politiquement tandis que le Second Monde soviétique s'effondre. Il y a maintenant des relations Nord-Sud, centres-periphéries, avec quelques

pays « dragons », quelques économies émergentes et une masse de laissés pour compte : des régions entières (Afrique sahélienne et équatoriale) ou des couches sociales entières de pays plus ou moins riches.

Pourtant la double espérance de la libération (l'anticolonialisme) et d'un autre ordre du monde (le non alignement) ne s'est pas évanouie dans les sables. Elle se perpétue et se ressource à la base, dans la définition d'objectifs exprimés en termes de droits pour les peuples comme pour les individus, pour les femmes comme pour les hommes. Cela se manifeste dès la « Déclaration d'Alger » [1] en 1976 une initiative de militants et non d'Etats, qui au delà des indépendances pose la question du contenu du droit des peuples (y compris bien sur les droits des minorités). Cet événement a été suivi de beaucoup d'autres, pour la reconnaissance des droits de tous les « sans droits », pour imposer la notion de droit là où règnent sans partage le Chef, la Nation, et surtout le Marché. Des luttes pour un nouvel ordre du monde qui passe par la reconnaissance de chacun, chaque groupe, chaque individu en tant que sujet de son histoire et dont les luttes de libération nationale
avaient été une première forme.

Cette manière de voir se double d'une manière de faire, l'évolution post-indépendance a montré qu'aussi importante qu'elle soit, la conquête de l'Etat et son « indépendance » n'est pas en elle-même gage de progrès. La démocratie, la solidarité, la paix se construisent aussi, et parfois surtout, par des processus« par en bas ». C'est ce que les Brésiliens appelleront la « conscientisation », les dissidents démocrates de l'Est « pouvoir des sans pouvoir ». Utopies ? Elles se concrétiseront d'abord dans l'irruption des sociétés civiles dans les grandes conférences de l'ONU sur l'environnement, les droits des femmes, l'habitat, le racisme, dans les années 90. Et puis, bien sûr, plus fortement encore dans l'actuel mouvement altermondialiste. Un chemin inattendu a donc bien mené de Bandung à Porto Alegre.

Aujourd'hui, comme en 1955, c'est aussi du coté de Bagdad que se posent les problèmes du monde. La tendance impériale à l'organisation de la planète a l'Irak pour symbole. Un impérialisme fondé sur une stratégie politico-militaire sous direction américaine, et un modèle idéologique, économique et social destructeur des solidarités et facteur des inégalités croissantes. Il produit une idéologie de guerre qui sépare les « civilisés » des « barbares » et se propose de « reciviliser » le monde. En ce sens cette idéologie est héritière du colonialisme, ce qui n'est pas sans conséquence en France, un pays qui n'a pas soldé les comptes de son passé colonial. C'est pourquoi, chez nous, l'appel « des indigènes de la République » a eu l'immense mérite d'imposer dans le débat cette question du « continuum colonial », incontournable pour
comprendre comment se joue l'époque. Et les réactions hystériques qu'il a suscitées laissent à penser que l'héritage des Guy Mollet et des Jacques Soustelle est encore là.

Il faut maintenant construire notre propre réponse à la « guerre des civilisations ». Elle ne s'appuiera pas sur l'évocation d'un passé déjà lointain mais sur la conscience des continuités qui donnent au mouvement
altermondialiste d'aujourd'hui sa dynamique, cinquante ans après Bandung, pour un autre monde possible.

Bernard DREANO, 15 avril 2005 (article disponible sur le site d'IPAM).

P.-S.

- http://journal.alternatives.ca/spip.php?article1794

Notes

[1] La « déclaration d'Alger », adoptée en juillet 1976 émanait de la Ligue internationale pour les Droits et la libération des peuples créée la même année à l'initiative de l'Italien Lelio Basso. Cette Ligue a
également prolongée l'expérience du « tribunal Russell » créé par Bertrand Russell, Jean Paul Sartre et d'autres, à propos de la guerre du Viet Nam, avec le « tribunal permanent des peuples », tribune d'opinion qui a tenu à ce jour 32 sessions sur des questions de violations des droits des peuples, la dernière en date (novembre 2004) ayant été consacrée à l'Algérie. Au sujet de la déclaration d'Alger, etc. lire Cedetim-LIDLP-Cedidelp : Hommage à Léo Matarasso, séminaire sur le droit des peuples, ed. L'Harmattan, Paris 2004.